

dement des services administratifs, mais contribuant à combattre l'inflation en « plafonnant » les dépenses de l'État.

D'autre part, il fut décidé que les programmes de l'expansion économique régionale seraient alimentés, que les programmes sociaux au profit des citoyens défavorisés de notre pays verraient leurs branches s'accroître, que l'investissement serait augmenté dans l'aide à l'éducation, alors que des restrictions budgétaires rigoureuses étaient imposées dans certains domaines, comme pour les transports, les communications, les services généraux de l'État.

À la fin de son discours, le premier ministre déclarait :

J'en appelle particulièrement aux hommes d'affaires, aux ouvriers syndiqués, à ceux qui exercent des pouvoirs publics, bref, à tous ceux qui peuvent avoir une influence profonde sur l'avenir de l'économie.

J'espère avoir montré que nous faisons notre part, et je compte qu'eux aussi feront la leur. Je ne vois pas comment on pourrait, à longue échéance, mieux assurer la santé économique et sociale de notre pays.

Le premier ministre du Canada a montré beaucoup d'acuité dans l'analyse d'un problème fort complexe; il mérite notre considération sympathique pour les formulations fort courageuses d'une série de directives qui déjà portent des fruits. Combattre l'inflation, lorsqu'il y a des régions anormalement fortes en chômage, n'est pas facile; il y a toujours le danger qu'un mouvement concerté, ainsi commencé, prenne, par la suite, trop de momentum dans le sens contraire. Il faudra donc aussi reconsidérer périodiquement les progrès faits et amender, encore aussi courageusement, les directives en cours, lorsqu'il le faudra, de façon à ne pas permettre le développement du chômage, qui a tendance à devenir chronique dans certains secteurs.

Il paraît d'ailleurs possible, à la lumière de faits tout récents, que ceci devienne une nécessité dans un avenir assez rapproché. Il faut bien reconnaître que c'est dans la vie économique, où les hommes se heurtent quotidiennement, et où les civilisations s'éprouvent, que l'homme réalisera qu'il ne surmontera le conflit que s'il prend conscience de la nécessité sans cesse renouvelée et toujours plus large « d'une contrainte morale ».

Ceci est d'ailleurs probablement ce que semble inspirer, dans ses craintes, le sixième rapport annuel du Conseil économique du Canada.

Peu après l'explication du premier ministre, il reprit le thème directement avec le peuple canadien et expliqua, avec clarté et en termes

[L'honorable M. Desruisseaux.]

simples, les dangers de l'inflation et les conséquences désastreuses que celle-ci aurait au Canada. Plusieurs exprimèrent alors le désir de voir revenir le premier ministre du Canada, et l'entendre périodiquement, à la télévision et à la radio, exposer les problèmes du pays, et leur faire part des solutions qu'il entrevoyait. Avec eux, je souhaite que l'on verra naître, au Canada, ces visites périodiques régulières, au cours desquelles seront données des causeries au foyer par le premier ministre du Canada et sur tout sujet politique et économique canadien d'actualité.

Pendant la période de recouvrement de la dernière grande dépression, le président Roosevelt avait réussi admirablement bien ces causeries dites alors « Fireside Chats », qui eurent alors un succès instantané et qui contribuèrent à redonner confiance en l'avenir, à supprimer les craintes que chacun gardait alors dans son cœur, et à stimuler de nouveaux élans courageux de la part de la nation.

La détermination d'aujourd'hui du premier ministre nous laisse aussi prévoir qu'il saura au moment opportun, demain, assurer le relâchement graduel des restrictions et limitations imposées de façon à ne pas créer d'autres grands problèmes, celui d'un chômage accru et d'une « déflation » pouvant même conduire à une dépression.

Dans le domaine de l'habitation, le discours du trône déclare que

en dépit des difficultés que soulève l'inflation, l'objectif fixé est la construction d'un million de maisons et de logements en cinq ans.

Cette mesure économique et sociale est de la plus haute importance pour le Canada. En plus de pourvoir des résidences à prix modiques à un million de familles de travailleurs, qui en seront les propriétaires, elle donnera du travail dans le domaine de la construction à un nombre considérable d'ouvriers. Elle aidera aussi à l'emploi dans l'industrie de la production de matériaux de construction à travers tout le pays. C'est une mesure humanitaire qui arrive à la bonne heure, car il y avait grande difficulté de se procurer l'argent nécessaire à un taux acceptable. Elle contribuera aussi à favoriser l'amélioration des milieux urbains.

Le discours du trône prévoit des réformes de taxation. Il est difficile d'en juger la portée, car il n'y a aucune précision. Il faudra donc, à mon humble avis, attendre le projet de loi pour le commenter adéquatement.

Le discours du trône nous rappelait les avantages de l'unité canadienne, reflétant un intense désir de construire un pays fort et productif solidement équipé pour faire face à l'avenir, où le gouvernement entendait se